

**Formalités**

Les formalités suivantes sont remplies :

- L'Inspection des Finances a donné son avis le 27 mai 2021.
- Le Conseil d'État a donné son avis 69.555/1 le 24 juin 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa premier, 2°, des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973.

**Initiateur**

Le présent arrêté est proposé par la Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme.

Après délibération,

## LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** À l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mai 2000 portant désignation des opérations au sens de l'article 4.1.1, 5°, l'article 4.4.7, § 2, et l'article 4.7.1, § 2, deuxième alinéa, du Code flamand de l'Aménagement du Territoire, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 septembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 12° est remplacé par ce qui suit :

« 12° aux projets suivants, par ou sur ordre des autorités :

- a) le boisement, les travaux de rénovation naturelle et rurale ;
- b) l'exécution de remembrements d'intérêt public ;
- c) l'exécution de l'assainissement du sol ; » ;

2° ) il est ajouté un point 16°, rédigé comme suit :

« 16° aux constructions mobiles affectées à l'hébergement temporaire groupé de travailleurs, à condition que toutes les conditions visées à l'article 3, § 2, alinéa premier, 19°, du présent arrêté, sont remplies ; ».

**Art. 2.** L'article 3, § 2, alinéa premier, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 2009, remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 9 octobre 2015 et modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 septembre 2018, est complété par un point 19°, rédigé comme suit :

« 19° à la pose temporaire de constructions mobiles et à l'infrastructure de désenclavement strictement nécessaire, si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- a) les constructions mobiles servent uniquement à l'hébergement temporaire groupé de travailleurs et aux équipements collectifs y afférents pendant l'exécution d'actes urbanistiques d'intérêt général autorisés ;
- b) par cluster de constructions mobiles, au moins trente places de couchage sont prévues ;
- c) les constructions mobiles sont placées sur le domaine public ou privé d'une autorité, à proximité des actes autorisés, sur le bien ou à moins de cinq kilomètres du bien, ou dans la zone de travail délimitée dans le permis d'environnement pour actes urbanistiques ;
- d) les constructions mobiles et l'infrastructure de désenclavement sont enlevées, cluster par cluster, dans les trente jours après que le cluster n'est plus utilisé pour l'hébergement visé au point a) pendant au moins deux mois, et sont enlevées au plus tard dans les trente jours après l'achèvement des actes urbanistiques, visés au point a). ».

**Art. 3.** Le ministre flamand compétent pour l'environnement, l'aménagement du territoire et la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 2021.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire,  
de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

## COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/21660]

**15 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'État, des membres du personnel du Service général de pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des Centres psycho-médico-sociaux de l'État. — Erratum**

Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2021 modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'État, des membres du personnel du Service général de pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des Centres psycho-médico-sociaux de l'État, publié au *Moniteur belge* du 30 juillet 2021 à la page 77243, dans le 4<sup>ème</sup> Vu, il y a lieu de lire « décret du 17 juin 2021 » en lieu et place de « décret du 16 juin 2021 »

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/21660]

15 JULI 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, van de personeelsleden van de Algemene storingsdienst voor de scholen en PMS-centra, van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en van de personeelsleden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de PMS-centra van de Staat. — Erratum

In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, van de personeelsleden van de Algemene storingsdienst voor de scholen en PMS-centra, van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en van de personeelsleden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de PMS-centra van de Staat, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 2021 op bladzijde 77244, in het 4<sup>de</sup> “Gezien”, dient « decreet van 17 juni 2021 » gelezen te worden in plaats van « decreet van 16 juni 2021 ».

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE  
DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/42611]

22 JUILLET 2021. — Ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du 7 mai 2021 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'accord de coopération du 7 mai 2021 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 juillet 2021.

La Membre du Collège réuni,  
en charge de l'Action sociale et de la Santé,  
E. VAN DEN BRANDT

Le Membre du Collège réuni,  
en charge de l'Action sociale et de la Santé,  
A. MARON

Le Membre du Collège réuni, en charge des Prestations familiales,  
du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,  
S. GATZ

Le Membre du Collège réuni, en charge des Prestations familiales,  
du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,  
B. CLERFAYT

—  
Note

Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

Session ordinaire 2020-2021

B-81/1 Projet d'ordonnance

B-81/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du lundi 19 juillet 2021.

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPS-COMMISSIE  
VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2021/42611]

22 JULI 2021. — Ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 7 mei 2021 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 9 december 2011 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende dopingpreventie en -bestrijding in de sport

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

**Art. 2.** Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 7 mei 2021 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 9 december 2011 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende dopingpreventie en -bestrijding in de sport.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 juli 2021.

Het Lid van het Verenigd College,  
bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,  
E. VAN DEN BRANDT

Het Lid van het Verenigd College,  
bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,  
A. MARON

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor de  
Gezinsbijslagen, Begroting, Openbaar Ambt en Externe betrekkingen,  
S. GATZ

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor de  
Gezinsbijslagen, Begroting, Openbaar Ambt en Externe betrekkingen,  
B. CLERFAYT

—  
Nota

Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

Gewone zitting 2020-2021

B-81/1 Ontwerp van ordonnantie

B-81/2 Verslag

Integraal verslag:

Bespreking en aanneming: vergadering van maandag 19 juli 2021.